

**Eric Duhamel, *L'UDSR ou la genèse François Mitterrand*, Paris, CNRS Editions, 2007.**

**David Valence**

Depuis la victoire de François Mitterrand en 1981, la IV<sup>e</sup> République avait disparu des discours politiques. Trop lointaine, cette référence ne déclenchait ni sifflements dans les meetings de droite, ni applaudissements à gauche. La campagne présidentielle du printemps 2007 a permis aux philippiques gaulliennes de retrouver une fortune inattendue. N'y vit-on pas des soutiens de Nicolas Sarkozy invoquer le spectre de l'instabilité ministérielle et de la Troisième force à propos du dialogue entre Ségolène Royal et François Bayrou ? Sans craindre de se contredire, les adversaires du candidat centriste renvoyaient sa démarche à l'opportunisme d'une Union démocratique et socialiste de la Résistance (UDSR) disparue définitivement en 1965. On se doit donc de saluer toute publication qui jette sur la vie politique de 1947 à 1958 un regard scientifique : la rareté en fait le prix. Bien que tenue pour un modèle du genre par les spécialistes de la IV<sup>e</sup> République et de l'histoire politique, la thèse d'Eric Duhamel sur l'UDSR, soutenue en 1993 sous la direction de Jean-Marie Mayeur, n'avait pas connu jusqu'ici le bonheur d'une publication. La version remaniée qu'en proposent à un public averti les éditions du CNRS fera regretter à nouveau la disparition d'un chercheur aussi rigoureux qu'original.

Jusqu'aux travaux d'Eric Duhamel, la cause de l'Union démocratique et socialiste de la Résistance semblait entendue. Pour ceux à qui son sigle rappelait encore quelque chose, l'ancien parti de François Mitterrand et de René Pleven s'identifiait aux poisons et délices de la IV<sup>e</sup> République : une formation charnière, sans idées bien précises, aux rangs clairsemés, grande fournisseuse de ministres et même d'un président du Conseil (Pleven). Eric Duhamel, qui met en regard les archives de l'UDSR et les nombreux entretiens qu'il a pu réaliser, avec Edouard Bonnefous, Léo Hamon ou Eugène Claudius-Petit par exemple, ne cherche pas à démentir par principe ces lieux communs. Il observe que le groupe parlementaire de l'UDSR ne fut en mesure de mettre en difficulté des gouvernements que sous la première législature de la IV<sup>e</sup> République (1947-1951), lorsque le régime fit face à une double opposition communiste et gaulliste, et s'appuya sur des majorités de Troisième force. La « doctrine » de l'UDSR se résuma longtemps à un socialisme « libéral » et anticommuniste. Après 1954, le parti, qui se réclamait du centre gauche, se distingua par l'accent presque exclusif mis sur l'Union française et la construction européenne dans ses programmes. Eric Duhamel nuance le portrait d'une UDSR en parti de cadres et de parlementaires, et souligne que les statuts déposés en décembre 1946 étaient ceux d'un parti de masses. Il en conclut à l'existence d'un hiatus entre la réalité d'une UDSR qui ne dépassa jamais les 15 000 adhérents et les ambitions de ses fondateurs à la Libération. Les procès en opportunisme qui furent intentés à l'UDSR méritent d'être réexaminés. Ce parti participa certes à l'ensemble des gouvernements de la IV<sup>e</sup> République de Ramadier à Pflimlin, de même que sa principale caractéristique, la liberté de vote laissée aux membres du groupe, permit à certains élus de se muer en artistes de la flibuste parlementaire. Eric Duhamel renvoie cependant à l'expérience de la guerre pour expliquer que les élus de l'UDSR, anciens résistants pour la plupart, n'aient pu accepter de sacrifier en temps de paix

une liberté de conscience pour laquelle ils avaient manqué perdre la vie quelques années plus tôt.

La mémoire s'accommode trop aisément des chronologies planes et des classifications toutes faites. Le principal mérite de l'ouvrage d'Eric Duhamel tient à ce qu'il permet de distinguer quatre périodes distinctes de l'histoire de l'UDSR. Singulier destin en effet que celui d'un mouvement qui, fondé en juin 1945 pour permettre le rassemblement de la gauche résistante mais non communiste, connut un raboutissement progressif à mesure que sa nature partisane se précisait, et que ses options politiques gagnaient en originalité !

A la Libération, l'UDSR se présentait comme une fédération de mouvements de résistance prétendant dépasser les clivages hérités de la III<sup>e</sup> République. La question scolaire, par exemple, ne devait plus diviser démocrates-chrétiens et socialistes, la fraternité d'armes l'emportant sur ces considérations obsolètes. Le rêve d'un grand mouvement « travailliste » souffrait de nombreuses hypothèques : la création dans la clandestinité du Mouvement républicain populaire (MRP) le privait des soutiens confessionnels ; les militants socialistes renâclaient devant l'anticommunisme trop explicite de l'UDSR, et craignaient que des personnalités jugées réactionnaires, comme Henri Frenay, en prissent le contrôle ; enfin, l'absence de soutien de la part du général de Gaulle ôtait à la nouvelle structure le monopole de la « fidélité » au Libérateur de la patrie, le MRP s'en réclamant au moins jusqu'à l'automne 1946. En 1945-1946, la plupart des mouvements non communistes appartenirent formellement à l'UDSR, sans que cette juxtaposition suffise à définir une identité propre : il est significatif que Michel Debré, qui y adhéra ès qualités à la Libération, ne dise rien de l'UDSR dans ses Mémoires. Le 21 octobre 1945, les élections à la première Assemblée constituante scellèrent l'échec du grand parti de la Résistance, la plupart de ses membres ayant préféré se revendiquer d'autres formations face aux électeurs. Eric Duhamel observe au reste que le renouvellement des élites politiques à la Libération procédait moins de la génération spontanée que de l'émergence de personnalités déjà engagées (syndicalisme, journalisme) ou proches des milieux politiques avant 1940.

Entre juin et décembre 1946, l'UDSR se transforma en parti politique, jusqu'à s'allier aux radicaux, symboles pourtant honnis de la III<sup>e</sup> République. L'UDSR rassemblait alors une poignée de résistants éminents, des Français libres Pierre Bourdan, René Pleven ou Jacques Soustelle aux résistants de l'intérieur François Mitterrand ou Jacques Baumel. Pendant les trois premières années de la IV<sup>e</sup> République (1947-1949), l'UDSR et ses 23 députés se comportèrent en soutiens du régime, soucieux cependant de jouer les traits d'union avec le gaullisme d'opposition. Le parti se situait au centre gauche. Il rassemblait toutes les nuances d'opinions à l'égard de l'Homme du 18 juin : gaullistes purs et durs comme René Capitant, gaullistes de sentiment comme Antoine Avinin, antigauillistes de tempérament et de raison comme François Mitterrand. Ce dernier, plus jeune ministre de la République depuis la Révolution, lança dès la fin des années 1940 une opération de conquête du maigre appareil partisan de l'UDSR en s'appuyant sur le réseau des anciens prisonniers de guerre. L'UDSR fut présidée par René Pleven de 1946 à 1953 : président du Conseil en 1950, l'ancien Commissaire aux colonies de la France libre ne sut ou ne voulut pas devenir un homme de parti. L'opposition sourde que lui réserva François Mitterrand se nourrissait autant au feu des divergences politiques que des ambitions personnelles. René Pleven, ami de Jean Monnet, accordait la primauté à la construction d'une

Europe unie sur les questions coloniales, quand François Mitterrand, ministre de la France d'Outre-mer de 1950 à 1951, s'attachait avant tout à définir les voies d'une Union française plus libérale et fraternelle. En 1952, l'appareillement des députés du RDA, dont Houphouët-Boigny, avait en effet préservé le groupe UDSR à l'Assemblée nationale. La prise de contrôle du parti par Mitterrand fut facilitée par le départ des membres du RPF en 1949 (René Capitant, Jacques Baumel), qui priva Pleven de sa position d'équilibre entre gaullistes et antigauillistes.

Dès 1950, les mitterrandistes manquèrent d'atteindre la majorité au Comité directeur de l'UDSR. A l'automne 1951, ils contrôlaient le parti, même si François Mitterrand attendit 1953 pour en prendre officiellement la présidence. Pour l'essentiel, l'histoire de l'UDSR à partir de 1951 se confondit donc avec la trajectoire de François Mitterrand. De 1951 à 1956, l'UDSR amorça une réorientation vers la gauche, sans pour autant négliger les maroquins dans des gouvernements modérés. François Mitterrand rapprocha son parti du mendésisme en 1954-1955, en dépit des réticences d'un René Pleven affaibli d'avoir été ministre de la Défense au moment de Diên Biên Phu. A la veille des événements du 13 mai 1958, le député de la Nièvre et ses proches recherchaient les voies d'une convergence possible des centres autour de l'UDSR et de l'avatar du Parti radical créé par les partisans d'Edgar Faure.

Si une majorité des députés UDSR, comme Pleven, Bonnefous ou Claudius-Petit, approuva le retour au pouvoir de De Gaulle le 1<sup>er</sup> juin 1958, François Mitterrand entraîna son parti, exsangue, dans l'opposition la plus déterminée au gaullisme du pouvoir. Sous la V<sup>e</sup> République, l'UDSR ne fut plus qu'une coquille vide qui offrait à son président un titre dont il pouvait se prévaloir dans les discussions avec la gauche non communiste. Elle se fondit dans la Convention des institutions républicaines le 7 juin 1964, puis dans la Fédération de la gauche démocrate et socialiste (FGDS) le 10 septembre 1965.

Eric Duhamel a publié une biographie de François Mitterrand en 1998. Elle portait comme sous-titre : « L'unité d'un homme ». Loin des caricatures représentant le député de la Nièvre en homme de droite rallié par opportunisme à la gauche, la thèse remaniée d'Eric Duhamel permet de distinguer quelques môles du paysage politique mitterrandien : l'antigaullisme, virulent dès 1946, le souci de rénover la gauche non communiste, l'attachement à la construction européenne comme à une certaine idée de la souveraineté nationale, qui lui fit mésestimer un temps la nature du problème algérien. Cet ouvrage sur l'UDSR s'impose comme un passage obligé pour ceux des biographes qui, téméraires, entendront à l'avenir mettre l'existence de François Mitterrand en regard de l'histoire.